

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

La Commission

Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure



**NOTE DE CONJONCTURE
ECONOMIQUE REGIONALE DANS
L'UEMOA**

Bénin
Burkina Faso
Côte d'ivoire
Guinée-Bissau
Mali
Niger
Sénégal
Togo

4^e trimestre 2017

N°38

Mars 2018

Table des matières

Liste des tableaux.....	ii
Liste des graphiques	ii
Sigles et abréviations	iii
Résumé	1
Introduction.....	2
1. Conjoncture internationale.....	2
1.1. Activité économique mondiale	2
1.2. Inflation dans les principales régions du monde	3
1.3. Cours des matières premières.....	4
1.4. Taux d'intérêt.....	5
2. Conjoncture dans la zone UEMOA	6
2.1. Activité économique régionale	6
2.2. Evolution de l'inflation	10
2.3. Secteur extérieur	12
2.4. Finances publiques.....	16
2.5. Situation monétaire.....	18
2.6. Activités de la BRVM	20
2.7. Taux de change effectif réel (TCER)	21
3. Principaux faits marquants.....	22
3.1. Environnement international	22
3.2. Pays de l'UEMOA	22
Conclusion.....	24

Liste des tableaux

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars.....	5
Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2016/2017	7
Tableau 3 : Indice harmonisé de la production industrielle des pays de l'UEMOA	8
Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction, au quatrième trimestre 2017	10
Tableau 5 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre, au quatrième trimestre 2017	11
Tableau 6 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC au 4 ^{ème} trimestre 2017 (par rapport au 3 ^{ème} trimestre 2017)	11
Tableau 7 : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds FCFA).....	12
Tableau 8 : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en mds)	13
Tableau 9 : Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %)	14
Tableau 10 : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (mds FCFA) 15	
Tableau 11 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA au quatrième trimestre 2017 (en mds).....	17
Tableau 12 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA au quatrième trimestre 2017 (en mds).....	19

Liste des graphiques

Graphique 1 : Croissance dans les principales régions du monde.....	3
Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril).....	4
Graphique 3 : Taux de croissance économique dans l'UEMOA	6
Graphique 4 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union	15

Sigles et abréviations

BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BRVM	: Bourse régionale des valeurs mobilières
CNPE	: Comité National de Politique Economique
FCFA	: Franc CFA
FED	: Réserve Fédérale des Etats - Unis
FMI	: Fonds Monétaire International
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
IHPI	: Indice harmonisé de la production industrielle
INS	: Institut national de la statistique
LIBOR	: Taux interbancaire pratiqué à Londres
Mds	: Milliards
PIB	: Produit intérieur brut
PNG	: Position nette du Gouvernement
TOFE	: Tableau des opérations financières de l’Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
4T17	: Quatrième trimestre 2017

Résumé

Selon le FMI, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,7% en 2017 contre 3,2% en 2016. Ce raffermissement de la reprise économique est généralisé à toutes les régions du globe. Ainsi, dans les pays avancés tels les Etats-Unis et la Zone euro, la croissance est dynamique. En Afrique subsaharienne, la croissance serait de 2,7% en 2017 contre 1,4% en 2016, portée par la reprise au Nigéria et, dans un degré moindre, en Afrique du Sud.

Au quatrième trimestre 2017, comparativement au trimestre précédent, les cours de la plupart des matières premières exportées par les pays de l'Union sont en hausse, en raison d'une meilleure demande consécutive à la reprise économique mondiale.

Au terme de l'année 2017, l'activité économique de l'Union enregistrerait un taux de croissance de 6,7% contre 6,6% en 2016 et 6,3% en 2015. L'activité économique s'est déroulée dans un contexte de stabilité des prix avec un taux d'inflation de 0,8% contre 0,3% en 2016.

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) du quatrième trimestre 2017 s'est établi, pour l'ensemble de l'Union, à 112,2 points, en baisse de 0,3% par rapport au trimestre précédent. Par rapport au quatrième trimestre de 2016, l'IHPC est en hausse de 0,9%.

Au quatrième trimestre 2017, comparativement au trimestre précédent, les exportations sont en hausse dans la plupart des Etats membres. Cette hausse quasi générale est plus prononcée en Côte d'Ivoire (28,9%), au Mali (31,9%) et au Bénin (86,4%) en liaison avec la bonne tenue de la campagne agricole et des ventes des produits miniers. Au cours de la même période les importations sont en baisse, induisant un solde commercial qui s'améliore par rapport au trimestre précédent.

L'exécution budgétaire au quatrième trimestre 2017 est marquée par une aggravation des déficits publics dans la plupart des Etats membres de l'Union. Cette dynamique globale s'explique notamment par la détérioration de la position budgétaire qui a caractérisé l'évolution des finances publiques dans plusieurs Etats membres.

Au cours du trimestre sous revue, la masse monétaire, les avoirs extérieurs nets et les crédits à l'économie ont tous progressé.

L'analyse des indicateurs montre que la conjoncture au dernier trimestre 2017 est mitigée. En effet, la campagne agricole 2017/2018, qui s'est terminée théoriquement en juin, a donné des résultats peu satisfaisants dans certains Etats de l'Union. Mais, la production industrielle a progressé dans presque tous les pays dont les données sont disponibles. De même, le chiffre d'affaires du commerce et/ou des services a baissé.

Introduction

La Note de Conjoncture Economique Régionale est élaborée chaque trimestre par le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure afin d'assurer le suivi régulier de la conjoncture économique dans l'Union. Elle a pour but de satisfaire les besoins des décideurs régionaux et des populations, des chercheurs, des étudiants, des cadres et de tous les utilisateurs de données statistiques sur l'Union. Elle analyse les principaux indicateurs conjoncturels sur les huit Etats membres ainsi que leur évolution.

La présente note, première de l'année 2018, analyse la situation économique et financière des Etats membres de l'UEMOA au quatrième trimestre 2017 et fait une brève projection sur le premier trimestre 2018. Elle est divisée en trois parties : l'environnement international, la conjoncture intérieure et les principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de l'édition de janvier 2018 des perspectives de l'économie mondiale du Fonds Monétaire International (FMI), de la base de données « The Pink Sheet » de la Banque Mondiale, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport de la surveillance multilatérale de décembre 2017. Les données nationales proviennent des Instituts nationaux de la statistique (INS), des Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) et des Directions en charge de la prévision des Etats membres.

1. Conjoncture internationale

1.1. Activité économique mondiale

Selon les Perspectives Economiques Mondiales du FMI, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,7% en 2017 contre 3,2% en 2016. Cette progression provient de l'affermissement de l'activité économique à l'échelle mondiale. Toutes les régions ont connu une amélioration de leur croissance. Cela est le signe de la reprise de l'économie mondiale. Cette croissance est surtout tirée par les pays avancés qui ont connu une accélération après le fléchissement noté en 2016. En 2018, l'embellie devrait se poursuivre pour situer la croissance à 3,9%.

Aux Etats-Unis, première économie mondiale, la croissance a atteint 2,3% en 2017 contre 1,6% en 2016. Cette performance s'explique par la vigueur de l'activité économique portée par une demande extérieure plus dynamique que prévue. Un taux de croissance de 2,7% est prévu pour 2018, principalement sous l'effet de la nouvelle politique fiscale.

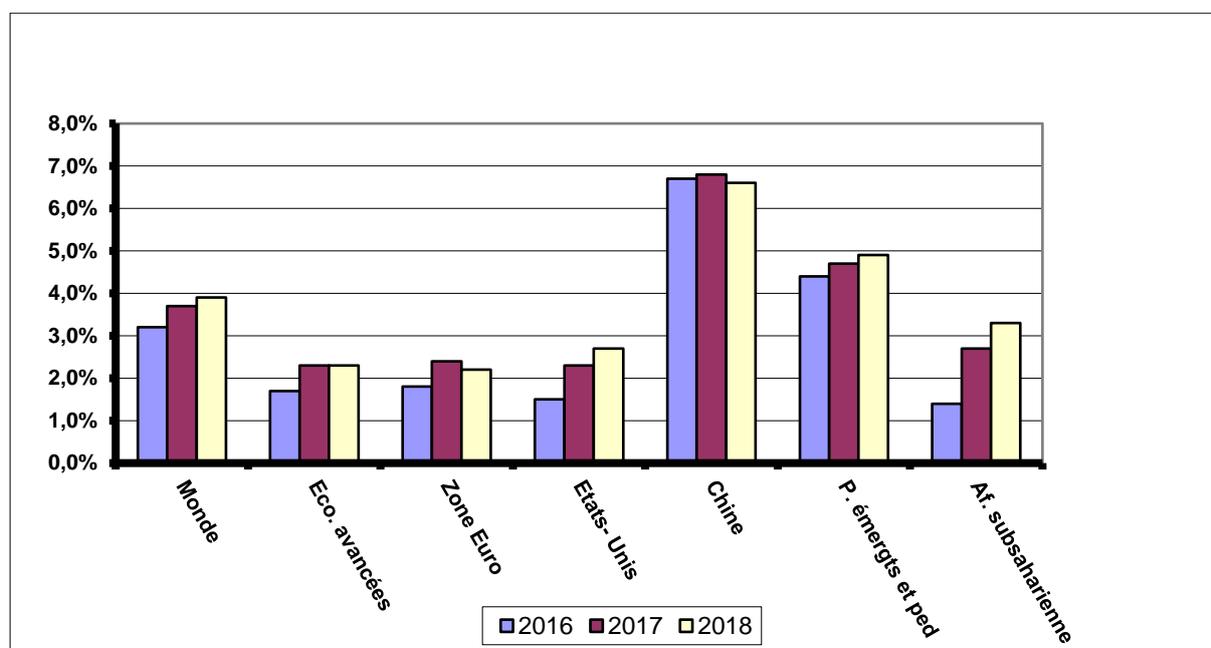
La zone euro affiche une croissance économique de 2,4% en 2017 contre 1,8% en 2016. Cette amélioration notamment en Allemagne, en Italie et au Pays-Bas,

s'explique essentiellement par la hausse de la demande extérieure et intérieure. Elle intervient dans un contexte marqué par l'organisation d'élections dans plusieurs Etats de la zone et les incertitudes liées à la relation future entre l'Union Européenne et le Royaume Uni. En 2018, un fléchissement devrait être observé avec une croissance attendue de 2,2%.

L'activité économique de la Chine, devrait légèrement s'accélérer en 2017 avec une croissance de 6,8% contre 6,7% en 2016. Cette légère embellie provient de la poursuite du rééquilibrage entre les exportations et la demande intérieure. En 2018, la croissance économique devrait atteindre 6,6%.

Quant à l'Afrique subsaharienne, au cours de l'année 2017, sa croissance serait de 2,7% contre 1,4% en 2016 portée par la reprise au Nigéria et, dans un degré moindre, en Afrique du Sud en raison des incertitudes politiques dans ce dernier pays. En 2018, les prévisions indiquent une croissance de 3,3%.

Graphique 1: Croissance dans les principales régions du monde



1.2. Inflation dans les principales régions du monde

L'inflation se situerait à 1,7% en 2017 contre 0,8% en 2016 dans les pays avancés. Cette situation pourrait être imputable à l'augmentation des prix des carburants dus à la reprise de la hausse des cours du pétrole. Toutefois, la hausse des salaires et l'inflation hors alimentation demeurent faibles. En 2018, le taux d'inflation est attendu à 1,9%, sous les mêmes hypothèses.

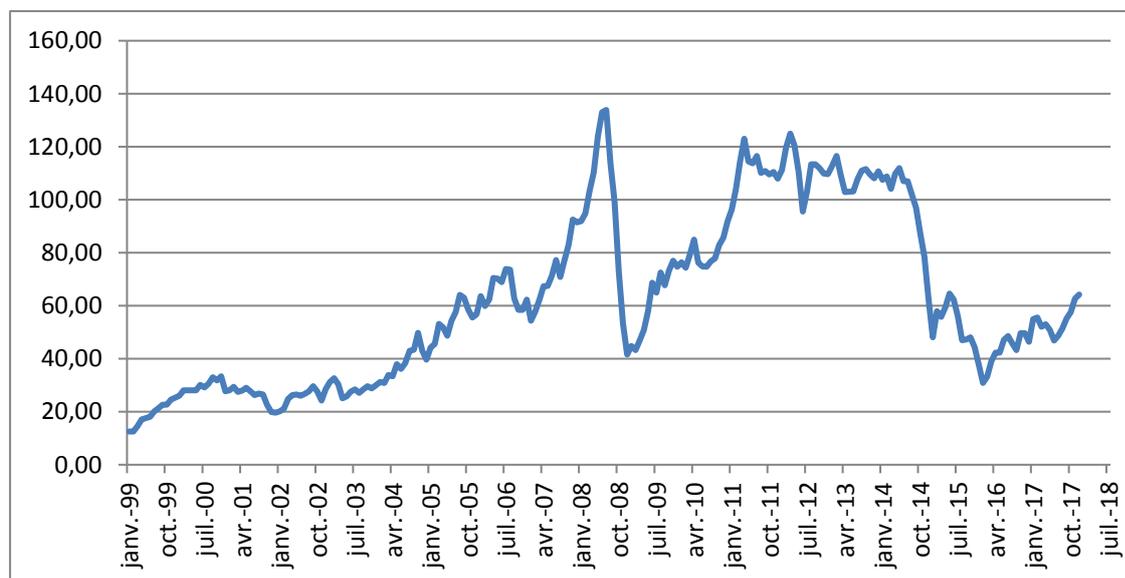
Dans les pays en développement et émergents, l'inflation serait de 4,1% en 2017 contre 4,3% en 2016. Cette situation s'explique par la hausse observée de l'inflation

globale et de l'inflation hors alimentation et énergie avant leur baisse vers la fin de l'année. En 2018, le taux d'inflation est prévu à 4,5%.

1.3. Cours des matières premières

Au quatrième trimestre 2017 comparativement au trimestre précédent, les cours du pétrole brut ont augmenté de 21,5%. Par rapport à la même période de l'année dernière, les cours ont augmenté de 22,8%. Ce boom des cours du brut s'explique par les meilleures perspectives économiques mondiales, la prolongation de l'accord de l'OPEP visant à limiter la production et les tensions géopolitiques au Moyen-Orient.

Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril)



Au quatrième trimestre 2017, comparativement au troisième trimestre de la même année, les cours de l'once d'or ont baissé de 0,2%. En glissement annuel, ces cours baissent légèrement de 4,4%. Cette mauvaise tenue des cours de l'once d'or provient essentiellement de l'embellie constatée au niveau de l'économie mondiale qui détourne les investisseurs de la valeur refuge traditionnel qu'est l'or.

Les cours du cacao ont augmenté de 3,0% sur la période sous revue, comparativement à un trimestre plus tôt. Par rapport au même trimestre de 2016, les cours du cacao sont en baisse de 18,0%. Cette hausse des cours se justifie surtout par la difficulté actuelle à trouver des fèves de qualité dans les principales régions productrices d'Afrique de l'ouest, plus précisément en Côte d'Ivoire et au Ghana.

Entre les deux derniers trimestres de 2017, les cours du café robusta ont baissé de 10,1%, proportion observée également en glissement annuel.

Ce recul des prix du café s'expliquent principalement par la diminution de la demande et la hausse de la production dans certaines régions productrices.

Quant aux cours du coton, ils ont progressé de 0,6% comparativement au trimestre précédent et de 3,4% en glissement annuel. Cette bonne tenue des cours du coton pourrait découler d'une légère hausse de la demande dans les pays industrialisés et émergents en raison de la reprise dans ces régions du monde.

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars

Matières premières	Unité	2016	2017		Variations en %	
		T4	T3	T4	4T17/ 3T17	4T17/4T16
Pétrole brut (Brent)	\$ / bbl	50,1	50,6	61,5	21,5	22,8
Cacao	c / kg	250,0	199,0	205,0	3,0	-18,0
Café arabica	c / kg	386,0	328,0	308,0	-6,1	-20,2
Café robusta	c / kg	227,0	227,0	204,0	-10,1	-10,1
Huile d'arachide	\$/tm	1 562,0	1 470,0	1 379,0	-6,2	-11,7
Huile de palme	\$/tm	750,0	687,0	701,0	2,0	-6,5
Huile de palmiste	\$/tm	1 486,0	1 173,0	1 366,0	16,5	-8,1
Maïs	\$ / tm	152,2	151,1	148,8	-1,5	-2,2
Riz brisé 5%	\$ / tm	369,0	404,0	400,7	-0,8	8,6
Blé	\$ / tm	148,1	184,1	179,8	-2,3	21,4
Banane	\$ / tm	86,0	83,0	92,0	10,8	7,0
Farine poisson	\$ / tm	499,0	557,0	571,0	2,5	14,4
Sucre	c/kg	45,0	32,0	32,0	0,0	-28,9
Bois (Sawnwood) Caméroun	\$/décimètre cube	595,1	411,1	636,1	54,7	6,9
Coton (A Index)	c/kg	174,0	179,0	180,0	0,6	3,4
Phosphate roche	\$/ tm	105,7	96,7	80,0	-17,3	-24,3
Or non monétaire	\$/ toz	1 221,0	1 278,0	1 275,0	-0,2	4,4

Source : PINKSHEET (Banque Mondiale)

1.4. Taux d'intérêt

Le taux des dépôts en dollars à 6 mois serait de 1,5% en 2017 contre 1,1% en 2016, au niveau du LIBOR. En 2018, ce taux serait de 2,3%.

Le taux des dépôts en euros à 3 mois serait de -0,3% comme en 2016. En 2018, ce taux serait maintenu à -0,3%.

Le taux des dépôts en yens à 6 mois serait de 0,0% en 2017, comme en 2016. En 2018, ce taux serait de 0,0%.

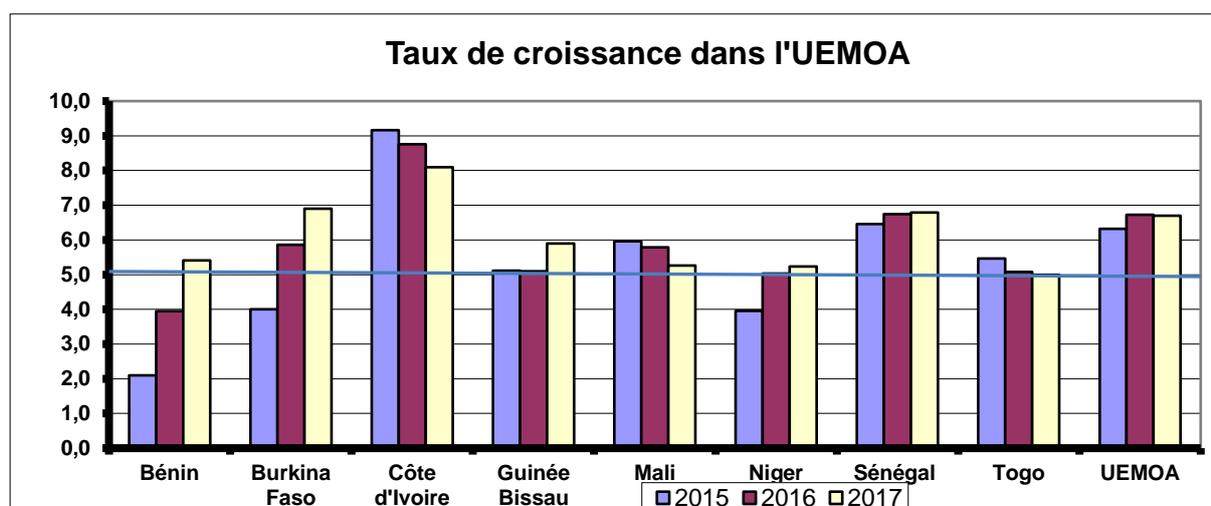
Malgré le contexte de reprise économique mondiale, la plupart des banques centrales resserrent leur politique monétaire. Cela se traduit par une hausse des taux d'intérêt. Cette situation est surtout vraie aux Etats-Unis, où la FED a décidé de mettre fin à sa politique d'assouplissement monétaire.

2. Conjoncture dans la zone UEMOA

2.1. Activité économique régionale

En 2017, l'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance de 6,7% contre 6,6% en 2016 et 6,3% en 2015. Elle s'est déroulée dans un contexte de stabilité des prix avec un taux d'inflation de 0,8% contre 0,3% en 2016, en liaison avec la baisse des prix du pétrole et les bonnes campagnes agricoles dans la plupart des Etats membres. Pour 2018, il est attendu un taux de croissance de 6,9%.

Graphique 3: Taux de croissance économique dans l'UEMOA



Tous les Etats membres ont enregistré une croissance supérieure ou égale à 5% en 2017. Par pays, le taux de croissance se présenterait comme suit : Bénin (5,4%), Burkina Faso (6,9%), Côte d'Ivoire (8,1%), Guinée-Bissau (5,9%), Mali (5,3%), Niger (5,2%), Sénégal (6,8%) et Togo (5,0%). Cette bonne tenue de l'activité économique dans l'Union s'explique par les résultats positifs au niveau du secteur primaire, le dynamisme du BTP et le maintien des performances au niveau des transports et communications. Une croissance de 6,9% est attendue en 2018.

Activité agricole

Grâce à la bonne pluviométrie, la campagne agricole 2016/2017 a donné des résultats satisfaisants dans tous les Etats membres. Les productions les moins importantes ont été obtenues en Guinée Bissau, tandis que les volumes de production les plus élevés ont été notés en Côte d'Ivoire.

En Guinée Bissau, les productions d'exportation sont entièrement dominées par la noix de cajou. Le riz représente 47% de la production vivrière. En Côte d'Ivoire, le cacao représente 21,4% de la production d'exportation.

En ce qui concerne la production d'exportation, la hausse la plus importante a été notée au Sénégal. Cette augmentation s'expliquerait par une progression de 90% de la production d'arachide. Par ailleurs, dans ce même pays, la production vivrière a crû de 35%. Cela serait surtout dû à une hausse importante de la production de niébé.

Au niveau de l'Union, la production d'exportation a augmenté de 17,2% entre les deux dernières campagnes. Quant à la production vivrière, elle a progressé de 11,9% pendant la même période.

Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2016/2017

Etats	Production vivrière		Production d'exportation	
	en tonne	%	en tonne	%
Bénin	10 297 045	14.9	723 914	-14.0
Burkina	6.770.762	4.4	1.479.465	9.0
RCI	17.153.400	7.9	7.491.794	4.5
Guinée Bissau	393.451	9.2	193.757	14.5
Mali	8.849.551	10.0	647.300	26.0
Niger	14.179.056	12.0	6.294.502	15.0
Sénégal	4.111.341	35.0	2.045.407	89.0
Togo	3.342.672	1.8	140.394	-6.5
UEMOA	70.647.429	11.9	19.016.703	17.2

Source : INS des Etats membres

Activité industrielle

En Côte d'Ivoire, au quatrième trimestre 2017 comparativement au trimestre précédent, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) a progressé de 18,6%. Cette hausse importante provient surtout de la production de la branche « autres activités extractives » (+61,0%), de celles de la « fabrication de meubles » et des « autres activités non classées ailleurs » (+45,8%), de celles de la « construction de véhicules automobiles » (+35,7%), de la « fabrication de produits à base de tabac » (+19,4%), de la « fabrication de produits alimentaires et boissons » (+19,1%) et de la « fabrication d'articles d'habillements (+16,7%). Dans le même temps, des baisses notables de production ont été enregistrées notamment au niveau de la branche « fabrication d'ouvrages en métaux, travail du métal » (-35,1%) et de la branche « travail du cuir, fabrication d'articles de voyages, fabrication de chaussures » (-31,4%).

Comparativement à la même période de l'année précédente, l'IHPI a progressé de 9,6%.

Tableau 3 : Indice harmonisé de la production industrielle des pays de l'UEMOA

Pays	4T16	3T17	4T17	Var 4T17/3T17	Var 4T17/4T16
Bénin	133,5	130,4	nc	nc	nc
Burkina Faso	156,5	138,7	nc	nc	nc
Côte d'Ivoire	168,7	153,0	181,6	18,6%	9,6%
Mali	129,7	73,4	136,9	85,2%	4,7%
Niger	116,1	106,2	124,8	17,5%	7,5%
Sénégal	118,3	114,0	123,4	8,3%	4,4%
Togo	104,3	175,0	145,5	-16,9%	39,4%

Source : INS des Etats membres

Au Mali, au quatrième trimestre de l'année 2017, comparativement à un trimestre plus tôt, la production industrielle mesurée par l'IHPI, a progressé de 85,2%. Cette forte augmentation s'explique surtout par la hausse de la production de produits alimentaires (+87,7%), de celle fabrication de produits en caoutchouc (+58,0%), de celle de fabrication de produits chimiques (+36,0%) et de celle d'extraction d'or (+22,4%). Au même moment des baisses importantes de production ont été notamment relevées dans la fabrication de papiers et de cartons (-88,9%) et dans la fabrication de matériels électriques (-45,6%). En glissement annuel, l'indice progresse de 4,7%.

Au Niger, l'IHPI a augmenté de 17,5% au cours de la période sous revue. Cette hausse s'explique surtout par les augmentations de production dans l' « imprimerie » (92,0%), dans l' « extraction d'uranium » (71,0%) et dans l' « industrie du bois et des meubles » (69,8%). Au cours de la même période des baisses notables ont été enregistrées dans les « industries métalliques » (86,6%) et dans les « matériaux de construction » (55,9%). En glissement annuel, l'indice d'ensemble progresse de 7,5%.

Au Sénégal, au cours de la même période, l'IHPI a progressé de 8,3%. Ce bon résultat se justifie essentiellement par ceux des « industries alimentaires » (21,8%), ceux des « industries de matériaux de construction » (+9,4%), ceux des « industries extractives » (+9,4%) et ceux des « industries du papier et du carton » (9,3%). Pendant la même période des contreperformances ont été enregistrées dans certaines branches, principalement celle des « autres industries manufacturières ». Comparativement à la même période de l'année 2016, la production industrielle a augmenté de 4,4%.

Au quatrième trimestre 2017, comparativement au trimestre précédent, la production industrielle a baissé de 16,9%, au Togo. Ce recul est surtout imputable à la baisse de la production de la branche « métallurgie » (100%) et à celle de la branche de « production d'électricité et de gaz » (34,8%). Toutefois, on a pu noter pendant la même période des hausses significatives notamment dans les branches suivantes : « fabrication de produits chimiques » (316%), « fabrication d'ouvrages en métaux,

travail du métal » (29,8%) et « industries extractives » (24,6%). Cependant, en glissement annuel, l'indice augmente de 39,4%.

Activité dans le commerce et les services¹

Au Bénin, au cours de la période considérée, l'indice du chiffre d'affaires de tous les secteurs, y compris le commerce et les services, a baissé de 8,3% par rapport au trimestre précédent. Cette mauvaise tenue de l'indice s'explique surtout par les résultats négatifs des secteurs de la construction, et des assurances et assimilées et de la production d'électricité et gaz ainsi que du secteur de l'hébergement et de la restauration. On note, aussi, les bonnes performances des secteurs des industries métalliques et des autres industries manufacturières.

En glissement annuel, l'indice global a augmenté de 13,2%. Cela provient surtout des hausses des chiffres d'affaires aux niveaux des industries chimiques, de l'énergie, des industries cimentières et des autres industries.

Au Sénégal, le chiffre d'affaires du commerce a augmenté de 5,1% au quatrième trimestre 2017, comparativement au troisième trimestre 2017. Ce progrès s'explique surtout par la hausse du chiffre d'affaires du commerce de gros. En glissement annuel, l'indice a baissé de 2,8% en raison du commerce de pièces détachées.

Au quatrième trimestre de cette année, comparativement au trimestre précédent, l'indice du chiffre d'affaires des services a progressé de 3,4%. Cet accroissement provient essentiellement d'une hausse au niveau des banques et assurances. En glissement annuel, cet indice a progressé de 4,8% en raison d'une hausse du chiffre d'affaires des banques et assurances, des hôtels, bars et restaurants et des autres services,

Créations d'entreprises

Au Bénin, 1077 entreprises ont été enregistrées au quatrième trimestre de cette année contre 1231 entreprises au troisième trimestre 2017, soit une baisse de 12,5%. Toutefois, comparativement à la même période de l'année précédente, le nombre d'entreprises enregistrées baisse de 59,2%.

Au Niger, 1217 entreprises ont été enregistrées au quatrième trimestre de cette année contre 878 au trimestre précédent, soit une hausse de 36,8%. En glissement annuel, le nombre d'entreprises enregistrées augmente de 39,2%.

Au quatrième trimestre de cette année, au Sénégal, 10780 entreprises ont été enregistrées contre 10579 le trimestre précédent soit une baisse de 12,5%. Au nombre de celles-ci, on compte 83,9% d'entreprises individuelles. Par rapport à la même période de l'année dernière, on a une hausse de 2,2%.

¹ Seuls le Bénin et le Sénégal ont transmis des données sur l'indice du chiffre d'affaires du commerce et des services

2.2. Evolution de l'inflation

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) du quatrième trimestre 2017 pour l'ensemble de l'Union s'est établi à 112,2, en baisse de 0,3% par rapport au trimestre précédent. Par rapport au quatrième trimestre de 2016, l'IHPC est en hausse de 0,9%.

La baisse de l'indice régional, comparativement au trimestre précédent est principalement liée à la baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-1,6%), des services de santé (-0,5%), de communications (-0,6) et des services de restauration et d'hébergement (-0,1%).

Par rapport au quatrième trimestre de 2016, la hausse du niveau général des prix s'observe au niveau de la quasi-totalité des fonctions de consommation à l'exception de « Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » (-0,1%), et de communication (-2,9%).

Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction, au quatrième trimestre 2017

FONCTION DE CONSOMMATION	Pond.	2016	2017				Variations (%)	
		T4	T1	T2	T3	T4	4T17 / 3T17	4T17 / 4T16
Alimentation et boissons non alcoolisées	3104,5	120,1	119,1	121,6	123,0	121,0	-1,6	0,8
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	84,3	108,6	108,5	108,7	108,0	108,4	0,4	-0,1
Articles d'habillement et chaussures	936,4	108,7	109,4	109,6	109,2	109,6	0,3	0,8
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	1246,5	109,6	111,1	109,4	109,3	110,3	0,9	0,6
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	428,4	110,2	110,8	111,8	112,5	114,2	1,5	3,6
Santé	360,6	103,0	103,9	103,5	103,7	103,2	-0,5	0,2
Transport	1192,2	104,3	104,8	105,3	105,1	105,5	0,4	1,2
Communication	635,1	80,3	80,4	79,2	78,5	78,0	-0,6	-2,9
Loisir et culture	283,2	103,2	103,1	103,0	103,9	104,1	0,2	0,9
Enseignement	271,7	120,5	120,8	121,1	120,9	121,4	0,4	0,8
Restaurant et hôtel	1010,4	119,6	120,2	121,0	122,9	122,7	-0,1	2,6
Biens et services divers	446,7	110,0	110,5	110,2	109,9	110,2	0,3	0,2
Total	10000,0	111,2	111,4	112,0	112,6	112,2	-0,3	0,9

Source : Commission de l'UEMOA

Cinq (05) Etats membres de l'Union (Burkina, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Togo) ont connu une baisse du niveau général des prix au quatrième trimestre, comparativement au trimestre précédent.

Au Sénégal, le niveau des prix est resté stable. Au Bénin et au Niger, il a été observé une hausse des prix, respectivement de 0,3% et 0,9%. Au Niger, cette situation est consécutive à une hausse significative des prix des services de transport (+6,0%) et de ceux des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (+9,8%).

Comparativement au quatrième trimestre 2016, le niveau général des prix est en hausse dans tous les Etats membres à l'exception de la Guinée Bissau (-0,5%) et du Togo (-0,7%).

Tableau 5 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre, au quatrième trimestre 2017

PAYS	Pondération	2016	2017				Variations (%)	
		T4	T1	T2	T3	T4	4T17 / 3T17	4T17 / 4T16
BENIN	807,3	109,9	110,3	112,1	112,3	112,6	0,3	2,4
BURKINA	849,0	107,8	106,6	108,7	109,4	109,2	-0,1	1,3
COTE D'IVOIRE	3 796,9	113,5	115,0	115,7	114,9	114,4	-0,5	0,8
GUINEE-BISSAU	216,6	110,8	110,2	109,9	112,2	110,2	-1,8	-0,5
MALI	740,0	113,3	111,8	113,5	116,3	115,3	-0,9	1,7
NIGER	602,8	107,5	107,7	109,3	111,2	112,0	0,7	4,2
SENEGAL	1 958,6	106,7	105,6	104,0	106,7	106,7	0,0	0,0
TOGO	1 028,9	115,8	116,0	117,5	116,2	115,0	-1,1	-0,7
UEMOA	10 000,0	111,2	111,4	112,0	112,6	112,2	-0,3	0,9

Source : Commission de l'UEMOA

Au niveau régional, les prix des produits frais ont baissé de 2,8%, par rapport au trimestre précédent. En ce qui concerne les produits énergétiques, il est enregistré une hausse de 1,1% de niveau de leur prix. Le niveau général des prix hors produits frais et énergétiques est resté stable par rapport au 3ème trimestre de l'année.

Au niveau des Etats membres, on note une baisse importante du prix des produits frais au Togo (-6,4%), en Côte d'Ivoire (-5,6%) et en Guinée Bissau (-4,3%). On note également au niveau des prix des produits énergétiques, une baisse sensible en Guinée Bissau (-5,2%), après la hausse de 18,6% observée au trimestre précédent.

Tableau 6 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC au 4^{ème} trimestre 2017 (par rapport au 3^{ème} trimestre 2017)

Libellé	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice produit frais	1,7	-0,7	-5,6	-4,3	-2,0	-1,0	-0,3	-6,4	-2,8
Indice Energie	1,6	0,3	2,7	-5,2	0,9	0,7	0,0	0,7	1,1
Taux d'inflation sous-jacente	-0,4	0,4	0,4	-0,8	-0,7	1,3	0,0	0,2	0,0
produits locaux	-0,6	0,2	-0,3	-2,0	-1,3	-0,1	0,3	-1,7	-0,2
Produits importés	0,0	0,0	-1,9	-1,0	0,9	2,0	-0,9	0,1	-0,1
Produits du secteur primaire	-1,5	-0,3	-2,9	-4,6	-1,8	-5,4	-0,4	-9,1	-0,3
Produits du secteur secondaire	-0,4	0,4	0,2	-1,0	0,2	10,1	0,4	0,0	-0,1
Produits du secteur tertiaire	-0,1	0,2	0,4	0,1	-2,0	2,6	0,0	0,1	0,0
Biens non durables	-0,9	0,1	0,0	-3,0	-2,7	-4,0	-0,1	-2,1	-0,9
Biens semi durables	0,1	0,0	0,2	-1,2	-0,1	0,1	0,2	0,1	0,0
Biens durables	0,0	0,0	0,0	-0,1	-67,2	1,9	0,1	0,1	0,4

Source : Commission de l'UEMOA

Le niveau moyen des prix à la consommation sur l'ensemble de 2017 est en hausse de 0,8% au niveau régional, par rapport à 2016. Le niveau moyen annuel des prix est en hausse dans tous les Etats membres à l'exception du Togo qui enregistre une baisse de 0,8%. Tous les pays respectent le critère de taux d'inflation (moins de 3%).

2.3. Secteur extérieur

Les statistiques du commerce extérieur pour le Bénin et le Burkina ne sont pas encore disponibles pour le 4ème trimestre de l'année 2017. Une moyenne des valeurs a été calculée et utilisée comme proxy. Toutes les analyses qui suivent sont faites suivant cette hypothèse.

Exportations

La tendance de repli observée au cours des deux périodes précédentes, s'est estompée et il est observé une reprise, de 22,2%, au 4ème trimestre 2017, par rapport au trimestre précédent, soit 558,4 mds de FCFA. Cette hausse quasi générale est plus prononcée en Côte d'Ivoire (28,9%), au Mali (31,9%) et au Bénin (86,4%) en liaison avec la bonne tenue de la campagne agricole et des ventes des produits miniers. En effet, la production d'exportation a augmenté de 17,2% entre les deux dernières campagnes agricoles.

Dans ce sens, les activités d'exportation au niveau des ports de la Cote d'Ivoire ont progressé de 14,7% sur la période sous revue.

Le Sénégal affiche une relative stabilité, avec des exportations de biens dominées par les produits alimentaires (23,3%), en particulier halieutiques (15,3%), l'or non monétaire (18,8%), les produits pétroliers (9,0%) et le ciment hydraulique (6,7%). Globalement, la stabilité relevée est, essentiellement, attribuable à l'acide phosphorique, au titane, aux produits alimentaires et au ciment hydraulique dont les quantités vendues se sont contractées. Cette contraction s'est traduite par un repli de 20,8% des activités d'exportation au niveau du port de Dakar.

Tableau 7 : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds FCFA)

	3T16	4T16	1T17	2T17	3T17	4T17
Bénin	42,33	30,49	96,86	166,12	70,59	131,56
Burkina Faso	334,17	431,71	456,90	444,23	310,08	342,46
Côte d'Ivoire	1 192,79	1 693,10	2 448,49	2 086,45	1 238,72	1 596,68
Guinée Bissau	65,33	1,16	0,00	75,36	35,81	3,15
Mali	305,94	376,80	368,50	352,71	358,86	473,35
Niger	67,45	98,89	83,35	88,28	95,28	108,18
Sénégal	327,54	268,33	436,01	402,71	324,04	323,64
Togo	93,53	115,20	121,38	118,61	90,41	103,23
UEMOA	2 429,08	3 015,68	4 011,49	3 734,46	2 523,80	3 082,25

Source : INS des Etats

En glissement annuel, les exportations présentent une faible progression de 2,2%, malgré les baisses affichées par le Burkina, la Côte d'Ivoire et le Togo. Les efforts sont à noter au niveau du Bénin, du Mali et du Sénégal.

Les résultats du Bénin sont à attribuer à la campagne cotonnière, tandis qu'au Sénégal, ce sont les ventes à l'extérieur d'or non monétaire, de produits alimentaires, de produits pétroliers et d'engrais minéraux et chimiques qui ont permis cette évolution.

Importations

Les importations en valeur affichent un repli de (-3,3%) comparativement à la période précédente en liaison avec le recul du Burkina Faso (18,6%) et du Mali (23,5%).

Le repli noté pour la Côte d'Ivoire au cours du 3ème trimestre ne s'est pas poursuivi. Les importations en valeur augmentent de 4,0% grâce aux biens de consommation tandis que les biens intermédiaires et les biens d'équipement reculent.

Les importations du Sénégal sont en hausse de 59,7 milliards (+6,8%). Cette évolution est portée par les produits pétroliers, avec les accroissements respectifs des quantités de pétrole raffiné achetées (+29,7%) et du prix des huiles brutes de pétrole (+7,6%).

Comparativement au dernier trimestre de 2016, la tendance est à une hausse de 8,8% (337,1 mds de FCFA) consécutivement aux résultats de la Côte d'Ivoire et du Sénégal.

En glissement annuel, les importations du Sénégal ont enregistré une hausse de 195,6 milliards (+26,2%) suite à la consolidation des valeurs des principaux produits que sont les produits alimentaires, les « véhicules, matériels de transport et de pièces détachées automobiles », les « machines, appareils et moteurs », les produits pharmaceutiques et les produits pétroliers (+7,9 milliards).

Tableau 8 : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en mds)

	3T16	4T16	1T17	2T17	3T17	4T17
Bénin	320,48	425,73	350,02	348,50	491,55	446,35
Burkina Faso	421,17	482,60	492,34	540,90	583,73	474,90
Côte d'Ivoire	1 187,54	1 128,44	1 263,39	1 619,58	1 326,94	1 380,34
Guinée Bissau	23,02	23,52	23,14	33,13	29,98	31,60
Mali	542,00	593,10	624,30	640,90	732,50	560,60
Niger	170,56	286,89	203,27	248,58	253,19	287,00
Sénégal	828,21	745,38	805,50	908,77	881,25	940,98
Togo	217,42	360,56	220,58	222,82	232,16	261,60
UEMOA	3 710,40	4 046,21	3 982,55	4 563,19	4 531,30	4 383,36

Source : INS des Etats

Taux de couverture

Au dernier trimestre de l'année 2017, la situation de déséquilibre du commerce extérieur continue en affichant un niveau de 70,3%, ceci malgré les bonnes performances de la Côte d'Ivoire (115,7%) et du Mali (84,4%).

Toutefois, l'amélioration des exportations observée dans l'ensemble de l'Union induit un progrès du taux de couverture de 15 points de pourcentage, comparativement au trimestre passé.

En glissement annuel, le taux présente un recul de 4 points de pourcentage. Ce repli est très accentué au niveau de la Côte d'Ivoire (34 points de pourcentage) et du Burkina Faso (17 points de pourcentage). Sur la même période, le Bénin et le Mali affichent des progrès respectifs de 22 et 20 points de pourcentage.

Tableau 9 : Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %)

	3T16	4T16	1T17	2T17	3T17	4T17
Bénin	13,21%	7,16%	27,67%	47,67%	14,36%	29,47%
Burkina Faso	79,34%	89,46%	92,80%	82,13%	53,12%	72,11%
Côte d'Ivoire	100,44%	150,04%	193,80%	128,83%	93,35%	115,67%
Guinée Bissau	283,78%	4,92%	0,00%	227,46%	119,43%	9,98%
Mali	56,45%	63,53%	59,03%	55,03%	48,99%	84,44%
Niger	39,55%	34,47%	41,00%	35,51%	37,63%	37,69%
Sénégal	39,55%	36,00%	54,13%	44,31%	36,77%	34,39%
Togo	43,02%	31,95%	55,03%	53,23%	38,94%	39,46%
UEMOA	65,47%	74,53%	100,73%	81,84%	55,70%	70,32%

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS.

Solde commercial

Au terme du dernier trimestre 2017, le solde commercial dans l'UEMOA continue de présenter un déficit (1 301 mds), même si celui-ci est moins important que celui du trimestre précédent (2007 mds). En comparaison au trimestre précédent, le solde commercial s'est amélioré de 706,4 mds. Le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Mali ont permis de diminuer le niveau du déficit sous l'effet conjugué de la hausse des exportations et de la légère baisse des importations.

En glissement annuel, le solde commercial affiche une détérioration de 270,6 mds de FCFA.

Tableau 10 : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (mds FCFA)

	3T16	4T16	1T17	2T17	3T17	4T17
Bénin	-278,16	-395,25	-253,16	-182,39	-420,96	-314,79
Burkina Faso	-87,00	-50,89	-35,44	-96,67	-273,64	-132,43
Côte d'Ivoire	5,25	564,66	1 185,11	466,86	-88,22	216,34
Guinée Bissau	42,31	-22,36	-23,14	42,23	5,83	-28,44
Mali	-236,07	-216,30	-255,81	-288,19	-373,64	-87,25
Niger	-103,11	-187,99	-119,92	-160,30	-157,90	-178,82
Sénégal	-500,67	-477,05	-369,49	-506,06	-557,20	-617,34
Togo	-123,89	-245,36	-99,20	-104,21	-141,75	-158,37
UEMOA	-1 281,33	-1 030,54	28,94	-828,72	-2 007,50	-1 301,11

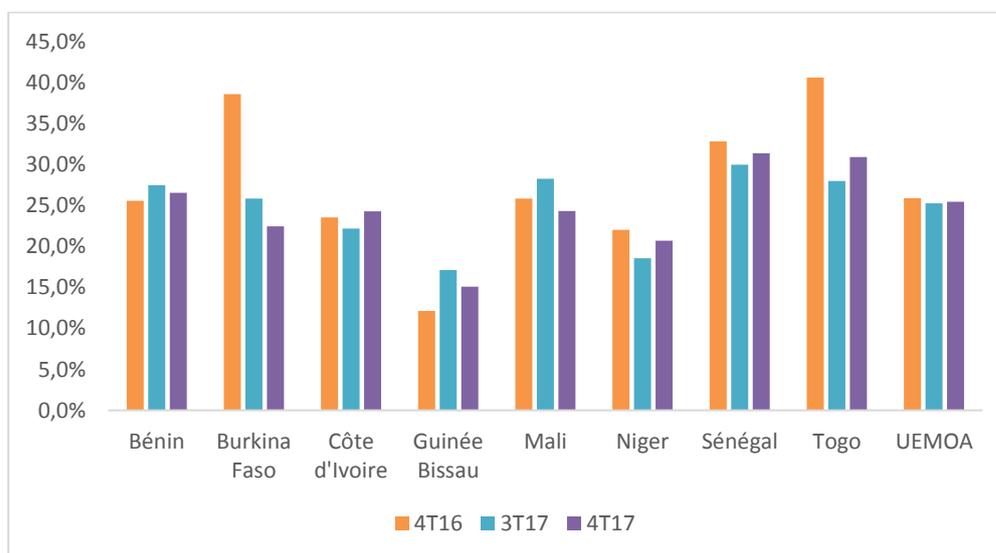
Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Compétitivité extérieure

Taux de pénétration

Le dernier trimestre de l'année 2017 est caractérisé par une relative stabilité du taux de pénétration, comparativement au trimestre précédent. Ainsi, la période sous revue affiche une couverture du marché intérieur de l'Union de 25,4% contre 25,3% à la période précédente. Comparé à la même période de l'année 2016, il est observé un léger repli de 0,4 points de pourcentage. Cette situation traduit bien les difficultés d'amélioration de la production et des exportations des Etats de l'Union.

Graphique 4: Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union



2.4. Finances publiques

2.4.1. Recettes²

L'analyse des données conjoncturelles sur les finances publiques pour le quatrième trimestre de l'année 2017 indique que les recettes totales de l'Union se sont établies à 3 324,8 mds, contre 3 453,6 mds au quatrième trimestre de l'année précédente. Autrement dit, cette évolution correspond, en glissement annuel, à une diminution de 128,8 mds, soit une baisse relative de 3,7%.

Au quatrième trimestre 2017, l'évolution de la situation financière des Etats membres de l'Union a été globalement déterminée par la baisse de 179,2 mds (-30,4%), enregistrée au niveau des recettes totales au Mali. Si la Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau ont affiché des diminutions beaucoup plus faibles de leurs recettes totales, avec des baisses respectives de 17,1 mds (-1,6%) et 2,7 mds (-11,2%). Sur la même période, les recettes budgétaires ont évolué à la hausse dans les autres Etats membres de l'Union avec, notamment, une augmentation de 36,8 mds au Burkina Faso correspondant à une hausse relative de 11,1%.

Du point de vue des composantes des recettes, la dynamique observée au niveau de l'Union tient, dans une large mesure, à la baisse des ressources collectées au titre des « autres recettes » au Mali et, dans une moindre mesure, à la diminution de 24,4 mds (-1,0%) relevée au niveau des recettes fiscales de l'Union. Cette baisse des recettes fiscales résulte notamment des replis observés au Bénin (-71,9 mds, soit -16,0%), au Niger (-10,4 mds, soit -6,2%) et au Sénégal (-12,6 mds, soit -2,6%).

Concernant les recettes non fiscales de l'Union, elles se sont globalement affichées en hausse de 105,7 mds, soit une progression relative de 30,8%. Cette évolution des recettes non fiscales s'explique notamment par les hausses respectives de 89,4 mds, 59,4 mds et 16,0 mds relevées au Bénin, au Burkina Faso et au Niger. Sur la période, les recettes non fiscales ont évolué à la baisse dans les autres Etats membres de l'Union, notamment dans les deux premières économies de l'Union, à savoir la Côte d'Ivoire (-27,6 mds, soit -16,2%) et le Sénégal (-17,2 mds, soit -50,7%).

² Les données du Togo sur les finances publiques relatives au quatrième trimestre 2017 ne sont pas encore disponibles. Ainsi, les commentaires sur les finances publiques de l'Union concernent, sauf indication contraire, la situation hors Togo.

Tableau 11 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA au quatrième trimestre 2017 (en mds).

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Recettes Totales	538,7	367,7	1053,0	21,4	410,9	186,5	746,6	-
	<i>521,1</i>	<i>330,9</i>	<i>1070,0</i>	<i>24,1</i>	<i>590,1</i>	<i>178,0</i>	<i>739,4</i>	<i>80,0</i>
	3,4%	11,1%	-1,6%	-11,2%	-30,4%	4,8%	1,0%	3,4%
Recettes Fiscales	376,7	331,3	793,1	17,6	358,1	158,1	480,0	-
	<i>448,6</i>	<i>283,5</i>	<i>777,9</i>	<i>18,3</i>	<i>350,0</i>	<i>168,5</i>	<i>492,6</i>	<i>109,1</i>
	-16,0%	16,8%	2,0%	-3,6%	2,3%	-6,2%	-2,6%	-16,0%
Recettes non fiscales	162,0	36,4	143,0	3,7	61,4	25,6	16,7	-
	<i>72,6</i>	<i>47,3</i>	<i>170,6</i>	<i>7,1</i>	<i>1,9</i>	<i>9,6</i>	<i>33,9</i>	<i>14,9</i>
	123,2%	-23,1%	-16,2%	-47,7%	3090,0%	166,7%	-50,7%	123,2%
Dépenses Totales	739,7	709,3	1646,3	26,9	735,2	517,7	607,9	-
	<i>586,1</i>	<i>453,1</i>	<i>1291,5</i>	<i>30,3</i>	<i>844,1</i>	<i>291,7</i>	<i>804,2</i>	<i>264,3</i>
	26,2%	56,5%	27,5%	-11,2%	-12,9%	77,5%	-24,4%	26,2%
Dépenses Courantes	428,2	342,6	929,5	26,5	-	188,3	190,0	-
	<i>349,3</i>	<i>271,1</i>	<i>650,3</i>	<i>7,9</i>	<i>-</i>	<i>142,1</i>	<i>238,7</i>	<i>123,4</i>
	22,6%	26,4%	42,9%	236,9%	-	32,5%	-20,4%	-
Dépenses en Capital	311,5	366,7	517,0	0,3	382,3	329,5	204,5	-
	<i>236,8</i>	<i>182,0</i>	<i>339,1</i>	<i>4,0</i>	<i>334,1</i>	<i>149,6</i>	<i>361,4</i>	<i>130,1</i>
	31,5%	101,5%	52,5%	-91,8%	14,4%	120,3%	-43,4%	31,5%
Solde Global	-201,0	-220,4	-566,8	-3,5	-143,3	-331,2	140,4	-
	<i>-15,5</i>	<i>-55,6</i>	<i>-221,5</i>	<i>-3,8</i>	<i>-254,0</i>	<i>-112,6</i>	<i>-97,7</i>	<i>-78,6</i>
	1194,6%	296,6%	155,9%	-9,2%	-43,6%	194,1%	-243,7%	1194,6%

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du quatrième trimestre 2017, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du quatrième trimestre 2016. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

Source : CNPE/Commission de l'UEMOA

2.4.2. Dépenses

Au terme du quatrième trimestre 2017, les dépenses publiques totales de l'Union sont globalement ressorties en hausse de 682,0 mds, c'est-à-dire en augmentation relative de 15,9% par rapport au dernier trimestre de l'année 2016. A l'exception notable du Sénégal et du Mali qui ont enregistré des baisses significatives de leurs dépenses totales, avec des diminutions respectives de 196,3 mds (-24,4%) et 108,9 mds (-12,9%), le reste de l'Union a plutôt affiché des évolutions à la hausse des dépenses budgétaires. Des hausses de 354,8 mds, 256,2 mds, 226,0 mds et 153,6 mds ont ainsi respectivement été relevées en Côte d'Ivoire (+27,5%), au Burkina Faso (+56,5%), au Niger (+77,5%) et au Bénin (+26,2%).

Concernant les composantes des dépenses publiques, il ressort une évolution à la hausse (+445,7 mds, soit +26,9%) des dépenses courantes de l'Union qui sont ressorties à 2 105,1 mds³. Cette dynamique résulte de l'augmentation des dépenses sur salaires et de fonctionnement dans tous les Etats membres, à l'exception notable du Sénégal qui a enregistré une baisse de 48,7 mds (-20,4%) de ses dépenses courantes. La hausse la plus importante a été observée en Côte d'Ivoire où lesdites dépenses se sont affichées en hausse de 279,2 mds (+42,9%) sur la période.

Quant aux dépenses en capital, elles ont connu une augmentation de 504,8 mds en glissement annuel, soit une progression relative de près d'un tiers (+31,4%). Cette évolution à la hausse des dépenses d'investissement de l'Union s'explique par les augmentations relativement importantes enregistrées au Burkina Faso (+184,7 mds, soit +101,5%), au Niger (+179,9 mds, soit +120,3%) et en Côte d'Ivoire (+177,9 mds, soit +52,5%). Parmi les Etats membres, seuls le Sénégal (-156,9 mds, soit -43,4%) et la Guinée-Bissau (-3,7 mds, soit -11,2%) ont affiché des dépenses en capital en baisse.

2.4.3 Solde budgétaire

L'exécution budgétaire au quatrième trimestre 2017 affiche une aggravation des déficits publics dans la plupart des Etats membres de l'Union. Cette dynamique globale s'explique notamment par la détérioration de la position budgétaire qui a marqué les évolutions des finances publiques de la Côte d'Ivoire (-345,4 mds), du Niger (-218,6 mds), du Bénin (-185,5 mds) et du Burkina Faso (-164,8 mds). Cependant, la détérioration de la position budgétaire observée dans ces Etats membres en glissement annuel a été atténuée par les améliorations constatées au Sénégal (+238,1 mds) et au Mali (+110,7 mds) qui se sont notamment traduites par des excédents budgétaires au quatrième trimestre 2017.

2.5. Situation monétaire

2.5.1. Masse monétaire

Lors du quatrième trimestre 2017, les données conjoncturelles de la situation monétaire de l'Union indiquent une augmentation de 1391,9 mds de la masse monétaire, correspondant à une progression relative de 6,2%, par rapport au troisième trimestre de la même année.

Cette dynamique de hausse des disponibilités monétaires a été générale au niveau des Etats membres de l'Union, même si elle a été essentiellement portée par les évolutions relativement importantes constatées en Côte d'Ivoire (+640,3 mds, soit +6,7%), au Burkina Faso (+237,8 mds, soit +7,7%), au Sénégal (+173,9 mds, soit +3,9%) et au Mali (+157,1 mds, soit +6,7%).

³ Hors Togo et Mali.

2.5.2. Avoirs extérieurs nets

Concernant les avoirs extérieurs nets, l'analyse permet de constater une progression de 249,8 mds en variation trimestrielle, soit une augmentation de 4,2% en termes relatifs. En effet, les disponibilités extérieures nettes de l'Union sont ressorties à 6 253,0 mds au quatrième trimestre de l'année 2017, contre 6 003,2 mds au trimestre précédent. Cette évolution des avoirs extérieurs nettes résulte principalement des augmentations appréciables respectivement observées au Niger (+126,7 mds, soit +28,6%) et au Burkina Faso (+116,2 mds, soit +44,0%), sur la période.

Tableau 12⁴: Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA au quatrième trimestre 2017 (en mds).

Rubriques	Etats membres						
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal
Masse monétaire	1 399,4	3 344,7	10 143,4	361,85	2 485,6	1 283,6	4 652,0
	<i>1 368,0</i>	<i>3 106,9</i>	<i>9 503,1</i>	<i>272,93</i>	<i>2 328,5</i>	<i>1 221,2</i>	<i>4 478,1</i>
	2,3%	7,7%	6,7%	32,6%	6,7%	5,1%	3,9%
Avoirs Extérieurs Nets	876,1	380,2	2 620,9	229,43	139,0	570,3	1 437,1
	<i>860,1</i>	<i>264,0</i>	<i>2 674,8</i>	<i>184,65</i>	<i>158,3</i>	<i>443,6</i>	<i>1 417,7</i>
	1,9%	44,0%	-2,0%	24,3%	-12,2%	28,6%	1,4%
BCEAO	206,5	-876,2	-	181,03	-206,0	486,2	1 004,0
	<i>30,0</i>	<i>-895,3</i>	<i>-</i>	<i>149,03</i>	<i>-27,9</i>	<i>355,1</i>	<i>987,1</i>
	587,2%	-2,1%	-	21,5%	637,8%	36,9%	1,7%
Banques Commerciales	719,7	1 256,4	-	48,40	345,0	84,1	433,0
	<i>830,1</i>	<i>1 159,3</i>	<i>-</i>	<i>35,62</i>	<i>186,2</i>	<i>88,3</i>	<i>430,6</i>
	-13,3%	8,4%	-	35,9%	85,3%	-4,8%	0,6%
Crédits à l'économie	1 201,2	2 308,7	5 821,0	76,47	2 555,9	780,3	3 586,3
	<i>1 159,5</i>	<i>2 202,0</i>	<i>5 318,7</i>	<i>43,54</i>	<i>2 237,3</i>	<i>800,5</i>	<i>3 583,3</i>
	3,6%	4,8%	9,4%	75,6%	14,2%	-2,5%	0,1%
Position Nette du Gouvernement	189,3	57,4	2 190,9	85,99	418,7	119,0	256,3
	<i>131,2</i>	<i>-6,3</i>	<i>1 846,6</i>	<i>58,31</i>	<i>305,6</i>	<i>167,0</i>	<i>278,3</i>
	44,3%	-1013,7%	18,6%	47,5%	37,02%	-28,7%	-7,9%

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du quatrième trimestre 2017, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du troisième trimestre 2017. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

Source : BCEAO

Toutefois, il est à relever que, contrairement aux autres Etats membres de l'Union, l'évolution à la hausse des avoirs extérieurs nets a été essentiellement portée par la BCEAO au Mali (+158,8 mds, soit +85,3%) et au Burkina Faso (+97,1 mds, soit +8,4%).

⁴ Les commentaires relatifs à l'Union dans son ensemble ne tiennent pas compte de la situation du Togo. En effet, les données de la situation monétaire du pays ne sont pas disponibles pour les deux derniers trimestres de 2017.

2.5.3. Crédits à l'économie

Au terme du quatrième trimestre de l'année 2017, il est observé une hausse de 985 mds des crédits du secteur bancaire aux autres secteurs de l'économie hors administration centrale, soit une progression relative de 6,4%. Cette augmentation des crédits à l'économie s'explique dans une très large mesure par les hausses respectives constatées en Côte d'Ivoire (+502,3 mds, soit +9,4%), au Mali (318,6 mds, soit +14,2%) et au Burkina Faso (+106,7 mds, soit +4,8%).

Dans le même temps, les hausses relatives observées dans les autres Etats membres de l'Union sont restées modestes, sauf en Guinée-Bissau où les crédits à l'économie sont ressortis à 76,47 mds au troisième trimestre 2017, soit une augmentation relative de 75,6%. En revanche, les crédits du secteur bancaire au secteur privé se sont affichés en baisse de 20,2 mds au Niger, soit une diminution relative de 2,5%, par rapport au trimestre précédent.

2.5.4. Position nette du gouvernement

Les crédits du secteur bancaire aux administrations centrales de l'Union se sont établis à 3 317,7 mds, contre 2780,8 mds au troisième trimestre de la même année. Cette évolution de la « PNG » correspond à une hausse de 536,9 mds, soit une progression relative de 19,3% en variation trimestrielle.

L'évolution ainsi constatée des crédits du secteur bancaire aux administrations centrales s'explique essentiellement par les hausses de 344,3 mds (+18,6%) et 113,1 mds (+37,0%), respectivement relevées en Côte d'Ivoire et au Mali. Cependant, sur la même période, les positions débitrices des administrations centrales du Niger et du Sénégal se sont respectivement améliorées de 48,0 (-28,7%) et 22 mds (-7,9%).

2.6. Activités de la BRVM

A fin décembre 2017, les activités de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) continuent d'être orientées à la baisse. En effet, les indices BRVM 10 et BRVM composite fléchissent une valeur de 13,3% et 13,1% respectivement. En liaison avec la baisse des cours des actions, la capitalisation boursière accuse un recul de 4,0% imputable à la baisse de la capitalisation du marché des actions de 11,3% alors que celle du marché des obligations augmente de 18,3%.

Au terme de l'année 2017, la capitalisation totale de la BRVM se situe à 9 805,8 mds dont 6 836 mds pour le marché des actions et 2 970 mds pour le marché obligataire. Aussi, la capitalisation boursière totale représente 10% du PIB de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

Dans ce contexte, le volume des transactions enregistre une hausse de 11,78% pour atteindre, 217,77 millions de titres et le taux de rendement s'améliore, passant de

3,57% en 2016 à 5,38 % en 2017. Cependant, en raison de la baisse de cours et des fractionnements opérés, la valeur a reculé de 125,0 mds pour se situer à 267,6 mds.

2.7. Taux de change effectif réel (TCER)⁵

Le taux de change effectif réel (TCER) s'est apprécié de 4,3% au quatrième trimestre 2017 par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution reflète principalement la hausse du taux de change effectif nominal de 7,7%, atténuée par un différentiel d'inflation favorable à l'Union de 3,4 points de pourcentage.

L'évolution du taux de change effectif nominal au quatrième trimestre 2017 traduit l'appréciation, en rythme annuel, du franc CFA par rapport au naira (+9,3%), au cedi ghanéen (+19,5%), au yen japonais (+12,7%), au dollar américain (+9,2%), au rand sud-africain (7,1%) et au yuan chinois (+5,7%). Le taux d'inflation dans l'Union s'est situé à 0,9% au quatrième trimestre 2017 contre une hausse de 4,3% en moyenne dans les pays partenaires.

⁵ Extrait du Rapport sur la politique Monétaire de l'UMOA de la BCEAO (Edition de mars 2018)

3. Principaux faits marquants

3.1. Environnement international

Décembre 2017 – La réforme fiscale aux Etats – Unis, voulue par le Président Trump, a été adoptée par le sénat américain après le congrès en novembre. La taxe sur les bénéfices des entreprises va passer de 35 à 20 % et les impôts sur le revenu des particuliers sont aussi allégés. De multiples abattements populaires sont supprimés : au total, ce sont 1470 milliards de dollars de recettes publiques sur 10 ans qui sont éliminées par ce texte, adopté par 51 voix contre 49 votants.

Source : rfi.fr

Novembre 2017 - L'Union européenne est prête à offrir au Royaume-Uni des accords commerciaux ambitieux après son départ de l'Union, à condition que Londres respecte les strictes conditions européennes, a affirmé le négociateur en chef de l'Union européenne pour le Brexit, Michel Barnier. En plus du passif à solder (règlement financier, frontière irlandaise), le Royaume-Uni doit notamment préciser s'il souhaite rester en phase avec les normes européennes, en matière de droit social ou d'environnement par exemple, ou bien se rapprocher du modèle américain, moins contraignant.

Source : rfi.fr

Octobre 2017 – La BCE engage un virage historique pour sortir de son programme anti-crise en zone euro. Lors de sa réunion de la politique monétaire, la Banque centrale européenne a décidé de réduire l'ampleur de son soutien à l'économie de la zone euro tout en le prolongeant de neuf mois. Comme prévu, les taux directeurs restent inchangés. Les gouverneurs de la Banque centrale européenne ont bien retenu les leçons de la Réserve fédérale. Désormais, il n'est plus question d'extinction rapide du programme de soutien à l'économie, mais d'un ajustement en douceur.

Source : rfi.fr

3.2. Pays de l'UEMOA

Novembre 2018 - le Président Faure Gnassingbé a inauguré à Assoukoko (préfecture de Blitta, 200 km de Lomé) une nouvelle centrale photovoltaïque. La centrale a une capacité de 250 kw permettant de raccorder 500 foyers. Les travaux qui ont duré huit mois ont été financés à hauteur de 900 millions de FCFA par la Commission de l'UEMOA, via le Programme régional de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (PRODERE). Cette inauguration fait suite à celle de la mini-centrale solaire Bavou (préfecture de l'Ogou), d'une capacité de 150kw et capable d'alimenter quatre villages et un réseau public d'éclairage.

Source : www.republicoftogo.com

Novembre 2017 - le gouvernement togolais adopte un projet de loi de finances rectificative pour la gestion 2017 qui est projetée à 1412,2 milliards de francs CFA en

recettes et en dépenses contre 1227,4 milliards de francs CFA initialement prévu, soit une augmentation de 15,1%.

Source : www.republicoftogo.com

Octobre 2017 - La Côte d'Ivoire et la Belgique ont signé une série d'accords économiques, au terme d'une visite de trois jours d'une importante délégation belge. Une vingtaine d'accords privés et publics ont aussi été signés, dont ceux impliquant l'Etat ivoirien au palais présidentiel d'Abidjan, en présence du président ivoirien Alassane Ouattara et de la princesse Astrid de Belgique. Le plus important de ces accords est la construction d'un nouveau terminal minéralier au port d'Abidjan par le groupe belge Sea Invest, l'un des principaux opérateurs portuaires mondiaux.

Source : IZF.NET

Conclusion

L'analyse des indicateurs montre que la conjoncture au quatrième trimestre 2017 est mitigée. En effet, la campagne agricole 2016/2017 a donné des résultats peu satisfaisants dans beaucoup de pays de l'Union. Mais, la production industrielle a progressé dans presque tous les pays dont les données sont disponibles. De même, le chiffre d'affaires du commerce et/ou des services a baissé.

Au niveau du commerce extérieur, on a enregistré une hausse des exportations et une baisse des importations induisant un solde commercial qui s'améliore. Les finances publiques ont dégagé un solde budgétaire qui se dégrade. Les avoirs extérieurs nets, les crédits à l'économie et la masse monétaire ont progressé. Cependant, tenant compte du poids de l'agriculture dans les économies de l'Union, on peut postuler que la conjoncture est mal orientée au cours du trimestre étudié.

Par ailleurs, l'année 2017 est caractérisée par une amélioration de l'environnement international. Aux Etats-Unis, en Zone euro, en Chine et en Afrique subsaharienne, l'activité est bien orientée. Cela augure de jours meilleurs pour la conjoncture économique dans la zone UEMOA. En effet, cette embellie stimulerait la demande de matières premières et favoriserait la hausse des prix de ces dernières dont dépendent les pays de l'Union.

Considérant les évolutions positives constatées dans les pays avancés, une amélioration de la demande de matières premières est à envisager. Cela pourrait entraîner une amélioration de la conjoncture au premier trimestre 2018.

Au plan des prévisions, le FMI est optimiste sur l'évolution de l'économie mondiale pour les prochains mois de 2018 et, en conséquence, de la bonne tenue des cours des matières premières. Dans ces conditions, la croissance en Afrique subsaharienne devrait s'améliorer et celle des pays de l'Union ne devrait pas être en reste. Ce qui devrait favoriser la bonne orientation de la conjoncture dans les prochains mois.